

VILLE DE COURRIERESDELIBERATION DU CONSEIL MUNICIPAL**SEANCE DU 2 OCTOBRE 2023**

L'an deux mil vingt-trois le 2 octobre 2023, le Conseil Municipal s'est réuni en séance ordinaire sous la présidence de **M. Christophe PILCH**, Maire, en suite de convocations en date du 25 septembre 2023 dont un exemplaire a été affiché à la porte de la Mairie et publié sur le site de la commune.

Etaient présents : C. PILCH, B. MONTURY, F. THIBERVILLE, P. FROGET, D. JARRY, F. THERET, D. BLOCQUET, B. DAF, M. FANION, C. MEHAIGNERY, A. LE ROUX, D. DROISSART, Patrick ROUSSEAU, D.IANONNE, P.COGET, B. LEFEBVRE, S. CORROYEZ, A.C LELEU, O.VERGNAUD, M.OULD RABAH, M. DESPREZ, R. LUCAS, P. MANIER, C. LESAGE, M. PRODEO, E. LE TORIELLEC, J.DARLEUX, P. PICHONNIER, P. ROUSSEAU, J.M LHERNOULD, G.PAILLART.

Etaient absentes excusées et avaient donné procuration : E. HAURIEZ, E. LAMBERT

Formant la majorité des Conseillers Municipaux en exercice, lesquels sont au nombre de 33
Madame Maria FANION a été élue secrétaire de séance.

CONVENTION DE MISE A DISPOSITION GRATUITE DE MATERIELS ET DE LOCAUX AU BENEFICE DES RESTAURANTS DU CŒUR (23/97)

Monsieur MEHAIGNERY rappelle que l'Association « Les Restaurants du Cœur » participe à la satisfaction de l'intérêt général sur la commune.

L'association occupe la Maison de la Solidarité à titre gracieux afin de stocker des denrées et de réaliser sa distribution de colis. Dans ce cadre du matériel est également mis à disposition des bénévoles de l'association (téléphone fixe, imprimante, salle de convivialité...).

L'ancienne convention n'étant plus à jour, il était nécessaire d'en signer une nouvelle en actualisant les données.

Le Conseil Municipal, à l'unanimité,

DÉCIDE d'autoriser Monsieur le Maire à signer la convention de mise à disposition d'un local, à la Maison de la Solidarité sise 8 Rue du Lieutenant Giard à COURRIERES, au profit de l'Association « Les Restaurants du Cœur ».

Fait et délibéré en séance les jour, mois et an susdits,

Le Maire,

Christophe PILCH

Voies et délais de recours

Toute personne qui désire contester cette décision peut, soit saisir le Tribunal Administratif de Lille d'un recours contentieux dans les deux mois à compter de la publication de l'acte, soit saisir d'un recours gracieux l'auteur de la décision. Cette démarche prolonge le délai de recours contentieux qui doit alors être introduit dans les deux mois suivant la réponse (l'absence de réponse au terme de deux mois vaut rejet implicite). Dans les deux cas, le contestataire devra rédiger dans le délai imparti une lettre comportant ses nom, prénom et adresse, et accompagnée d'une copie de la décision contestée et exposant les motifs du recours, sous pli recommandé avec accusé de réception.